

# INTÉGRATION AFRICAINE ET GOUVERNANCE MONDIALE : L'IMPÉRATIF DE BÂTIR LE DESTIN FÉDÉRAL DE L'AFRIQUE

**Doudjo Germain OUATTARA**

*Docteur en Philosophie (Bouaké RCI)*

*ouattaradoudjogermain@gmail.com*

## **Résumé :**

*Le monde actuel est totalement géré par les grandes puissances qui orientent et influencent sa marche politiquement, économiquement et culturellement. Dans ce schéma, les petits pays, frappés d'impuissances multidimensionnelles n'ont quasiment aucun pouvoir véritable. Ils vivent en subissant le dictat des puissances contemporaines. En clair, aujourd'hui, dans ce monde considéré comme un village planétaire, nous avons deux catégories d'États à savoir : les États puissants et les États impuissants. Divisée, composée de multiples petits territoires, l'Afrique est classée dans la seconde catégorie. Malgré toutes les ressources dont elle dispose, cette partie du monde n'a pas de poids réel sur la gouvernance mondiale. Elle est considérée comme un élément superfétatoire et même comme un fardeau que doivent porter les grandes puissances. Cette position n'est pas honorable. Dans un tel contexte, il y a lieu de penser et de développer les mécanismes nécessaires à la transmutation profonde des pays africains qui doivent impérativement jouer un rôle prépondérant dans la marche du monde. À travers Intégration et gouvernance mondiale : l'impératif de bâtir le destin fédéral de l'Afrique, notre but est de contribuer à l'avènement d'une Afrique intégrée qui jouera un rôle fondamental dans la gestion des affaires du monde. Sortir de l'impuissance pour intégrer la sphère des puissances contemporaines tel est le défi, le challenge, l'épreuve. L'intégration africaine est le mécanisme capable de permettre à l'Afrique de relever ce défi important. C'est à travers elle que l'Afrique deviendra une puissance pluridimensionnelle, capable de jouer un rôle significatif dans la gestion des dossiers qui engagent l'avenir et le devenir du monde. Comme résultat, cette réflexion que nous mènerons principalement par le biais des méthodes socio-critique et prospective, aboutira à l'idée selon laquelle l'intégration africaine est l'excellent mécanisme qui permettra au continent africain de devenir un acteur majeur du monde contemporain.*

**Mots clés :** *Afrique, Désintégration, Gouvernance mondiale, Intégration africaine, Mondialisation*

## **Abstract :**

*The current world is totally managed by the great powers who direct and influence its progress politically, economically and culturally. In this diagram, small countries, struck by multidimensional impotence, have almost no real power. They live subject to the dicta of contemporary powers. Clearly, today, in this world considered as a global village, we have two categories of States, namely : powerful States and powerless States. Divided, made up of multiple small territories, Africa is classified in the second category. Despite all the resources at its disposal, this part of the world has no real influence on global governance. It is considered superfluous and even a burden that the great powers must bear. This position is not honorable. In such a context, there is reason to think about and develop the mechanisms necessary for the profound transmutation of African countries which must imperatively play a preponderant role in the progress of the world. Through african integration and global governance : the imperative to build the federal destiny*

*of Africa, our goal is to contribute to the advent of an integrated Africa which will play a fundamental role in the management of world affairs. Emerging from impotence to integrate the sphere of powers such is the challenge, the test. African integration is the mechanism capable of enabling Africa to meet this important challenge. It is through it that Africa will become a multidimensional power, capable of playing a significant role in the management of issues that affect the future of the world. As a result, this reflection which we will carry out mainly through the socio-critical and prospective methods, will lead to the idea according to which African integration is the excellent mechanism which will allow the African continent to become a major player in the contemporary world.*

**Keywords :** *Africa – Disintegration – African integration – Globalization – Global governance*

## **Introduction**

Lorsque nous jetons un regard synoptique sur le monde actuel, nous remarquons que sa gouvernance relève de l'entière responsabilité des grandes puissances. Politiquement puissantes, économiquement prospères, culturellement fortes, ces puissances imposent librement la marche du monde. Rien ne peut se faire sans l'adhésion et l'assentiment de ces maîtres absolus. Présentement, dans le champ de la gouvernance mondiale, il n'y a pas de place pour les États impuissants. De ce fait, l'Afrique, continent désintégré où nous ne notons que l'existence de nombreux petits pays impuissants à tous égards, n'a quasiment aucune influence sur la gouvernance mondiale. Se contentant, généralement, de subir ou d'observer passivement les événements et problèmes qui minent le village dit planétaire, notons-le clairement, l'Afrique est absente de la gouvernance mondiale. Individuellement présent au sein du village planétaire, les États africains n'ont aucun poids notable. Dans ce sens, interpellé, l'intellectuel-philosophe-africain, pose la nécessité de réfléchir sur la situation déshonorante de l'Afrique au sein de la gouvernance mondiale. Ainsi, la désintégration, facteur d'impuissance des États africains postcoloniaux n'est-elle pas à la base de l'absence ou de l'insignifiance de l'Afrique dans la gouvernance mondiale ? À l'aube de la décolonisation, le choix des Afriques en lieu et place de celui de l'Afrique, n'a-t-il pas condamné le continent à jouer les seconds rôles dans la gouvernance mondiale ? Pour intégrer le cercle restreint des puissances qui gouvernent le monde, un changement de paradigme ne s'impose-t-il pas ? L'intégration africaine n'est-elle pas la voie idoine au rayonnement mondial de l'Afrique ? Face à ces multiples interrogations, nous évoquons principalement deux hypothèses. Premièrement, le rôle insignifiant, superfétatoire, de l'Afrique en ce qui concerne la gouvernance mondiale relèverait de la désintégration. Deuxièmement,

pour jouer un rôle prépondérant dans la gouvernance mondiale, l'intégration africaine, gage de puissances pluridimensionnelles, serait un impératif catégorique pour l'Afrique. Cette contribution scientifique, que nous mènerons à travers l'usage des méthodes socio-critique et prospective, vise le noble but de participer à l'avènement d'une Afrique intégrée, puissante, qui s'illustrera comme un acteur incontournable et incontestable de la gouvernance mondiale contemporaine.

## **I- Insignifiance de l'Afrique désunie dans la gouvernance mondiale**

Après la colonisation, accédant progressivement à l'indépendance, les pays africains ont respectivement fait le choix de se reconstruire dans le strict respect de leur souveraineté nationale. Jaloux de cette souveraineté nouvellement acquise, la pérennisation des frontières issues de la conférence de Berlin s'est imposée. Compte tenu de cela, l'Afrique postcoloniale qui, précisons-le, continue son long processus de morcellement est actuellement composée de plus d'une cinquantaine de pays. Ces nombreux petits pays généralement sous assistance pluridimensionnelle ont clairement en commun le sous-développement. En effet, après plusieurs décennies d'indépendance, aucun pays africain n'a réussi à devenir une puissance contemporaine. Le choix du cheminement solitaire qui devait permettre d'avancer rapidement vers le développement n'a nullement abouti aux résultats attendus. Aujourd'hui, l'Afrique, continent ayant souscrit à la désintégration est absente de la gouvernance mondiale. Autrement dit, si l'Afrique ne figure pas parmi les puissances qui gouvernent le monde, c'est principalement à cause de son impuissance. Cette impuissance provient de sa désintégration. La désintégration fait de l'Afrique un continent caractérisé par une impuissance notoire. L'Afrique désintégrée est absente de la gouvernance mondiale parce qu'elle est politiquement impuissante, économiquement dépendante, culturellement faible, militairement inexistante. Elle est absente de la gouvernance mondiale parce qu'elle est insignifiante, elle n'a aucun pouvoir, aucun poids véritable.

L'insignifiance de l'Afrique désintégrée dans le système de gouvernance mondiale est relevée par Edem Kodjo. Selon cet ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (1978-1983),

l'Afrique des petits États impuissants, n'a aucune influence sur la gouvernance mondiale. À preuve : « des chefs d'État africains (...) prononcent leur discours à l'assemblée générale des Nations Unies devant une salle aux quatre cinquièmes désertée par les délégués » (Kodjo, 1985 : 192). Il en est ainsi dans la mesure où, en réalité : « à New York (...) l'on ne se déplace que pour les « supers grands » et quelques « grands », étant entendu que les autres n'expriment que des vœux pieux qui, pour n'être étayés par aucune puissance latente, ne sauraient engager quiconque » (Kodjo, 1985 : 192). Ainsi, la cinquantaine d'États africains, membres de l'Organisation des Nations Unies, créée à l'issue de la conférence de San Francisco en 1945 sur le principe de l'égalité souveraine de ses membres avec le noble but d'assurer la paix, la sécurité et la coopération internationale, ne bénéficie aucunement d'une excellente audience au sein de cette organisation mondiale.

La vérité que nous devons lucidement avoir le courage de relever est que : « dans ce monde (...) quelle que soit la philosophie éclairée des organisations internationales, seules comptent les voix des grands pays » (Kodjo, 1985 : 192). En d'autres termes, même si l'égalité des États membres des organisations internationales est affirmée, réellement, elle demeure une utopie, une chimère. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder en direction de l'Organisation des Nations Unies où, même si : « l'Assemblée générale en est l'organe principal, son véritable centre de décision demeure le conseil de sécurité où les cinq Grands, avec le droit de veto, peuvent construire à loisir la politique mondiale » (Kodjo, 1985 : 192-192). Il est important de souligner clairement que les cinq grands qui tiennent exclusivement les rênes du monde grâce au droit de veto sont : les États-Unis d'Amérique, la Chine, la Russie, la France et le Royaume uni. Rien ne peut se décider ou se faire dans le cadre de l'Organisation des Nations-Unies sans le consentement, l'accord de ces cinq puissances contemporaines. Précisons qu'à ce jour, l'Organisation des Nations-Unies compte cent quatre-vingt-treize (193) États membres. Sur ces cent quatre-vingt-treize États membres, seuls les cinq États détenteurs du droit de veto ont un réel pouvoir au sein de cette institution. Telle est la réalité qui anime cette organisation qui joue un rôle important dans la conduite des affaires qui engagent l'humanité toute entière. En clair, par le biais de l'Organisation des Nations-Unies, ce sont les États-Unis d'Amérique, la Chine, la Russie, la France et le Royaume uni, membres permanents du Conseil de sécurité, qui gouvernent le monde.

L'Afrique désintégrée, confrontée aux crises multiformes qui accentuent son sous-développement, ne peut véritablement participer au rendez-vous de la gouvernance mondiale. Ce rendez-vous est exclusivement réservé aux grandes puissances qui disposent de moyens colossaux nécessaires à la gestion des affaires du monde. Dans ce sens, aussi longtemps que l'histoire de l'Afrique sera intimement liée à l'impuissance multisectorielle, au sous-développement, à la dépendance, ce continent demeura un élément superfétatoire de la gouvernance mondiale. De fait, « l'architecture des rapports de pouvoir effectifs tels qu'ils existent dans les relations internationales (...) veut que les plus puissants aient (...) un plus grand monopole, une plus grande représentativité et qu'ils occupent le devant de la scène » (Ebang, 2015 : 179). Il va donc de soi qu'au moment où les plus puissants occupent le premier plan, les impuissants occupent les arrières plans. Lorsqu'il s'agit de gouvernance mondiale, les pays impuissants n'ont pas le droit de citer. Les minuscules États africains, engagés aveuglement sur la voie de la désintégration : « Économiquement fragiles et politiquement faibles, n'ont pas, pour le moment, les moyens d'influencer (...) le cours de l'évolution du monde et l'Afrique et les Africains n'ont jamais été si cruellement absents, comme acteurs, de la politique mondiale » (Kodjo, 1985 : 193).

L'Afrique postcoloniale, composée de pays incapables de se prendre réellement en charge, souffre d'un déni de reconnaissance et de légitimité. Compte tenu de sa situation non reluisante, le continent africain subit de multiples camouflets à travers le monde. Matin inaugurale de l'histoire de l'humanité, la dignité de l'Afrique est ouvertement outragée. Dans cette perspective, l'Africain, fils de ce continent, continue d'être traité avec mépris et condescendance à plusieurs endroits du monde. Il ne bénéficie aucunement des mêmes traitements que les ressortissants des grandes puissances qui gouvernent le monde. Dans un monde considéré comme un village planétaire, nous constatons que l'Africain ne jouit malheureusement pas des mêmes droits que les autres. Se prononçant sur la question de la mondialisation, Joseph Ki-Zerbo soulignait que nous ne pouvons réellement : « prendre une place dans la mondialisation, parce que nous avons été déstructurés et que nous ne comptons plus en tant qu'êtres collectifs » (Ki-Zerbo, 2013 : 24). Autrement dit, actuellement, nous sommes dans l'incapacité de jouer un rôle capital dans la gouvernance mondiale parce que

l'existence collective, communautaire, qui faisait antérieurement notre force a été démantelée, déconstruite. Notre désintégration savamment préparée par les anciennes puissances colonisatrices et entérinée par nos dirigeants postcoloniaux, porte atteinte à notre rayonnement mondial. Dans le philosophe de ce grand acteur de l'histoire contemporaine de l'Afrique, nous pouvons relever deux concepts clés qui déterminent les rôles des États dans la mondialisation. Il s'agit des concepts de "mondialisateurs" et de "mondialisés". Le premier concept est destiné aux États puissants et le second aux États impuissants. L'Afrique des républiquettes, des États miniatures, des États nains, se situe naturellement dans la seconde catégorie. De fait : « L'Afrique, en tant que continent, se situe plutôt dans cette catégorie parce que c'est une question de rapport de force. C'est une question de savoir si on est sujet de l'histoire, si on est là pour jouer un rôle dans la pièce de théâtre. En réalité, il n'y a pas de pièce où il n'y a que des acteurs. Il y a aussi des figurants, et nous, Africains, avons été classés parmi les figurants, c'est-à-dire les ustensiles et les faire-valoir pour les rôles d'acteurs » (Ki-Zerbo, 2013 : 24). L'Afrique est réduite à jouer le rôle de figurante dans la gouvernance actuelle du monde. Telle est notre triste et regrettable situation. Notons que l'Afrique est classée dans cette catégorie parce qu'elle est malheureusement désunie. Jusqu'à preuve du contraire, les pays africains sont incapables de s'unir pour relever les nombreux défis contemporains. Pourtant, ils sont tous confrontés aux mêmes problèmes. La désunion des pays africains condamne l'Afrique à ne jouer que les seconds rôles dans la gouvernance mondiale. En s'enfermant dans une logique nationaliste, l'Afrique impuissante s'exclut naturellement de la gouvernance mondiale. Fondamentalement, aucun pays sous développé ne peut véritablement intégrer le cercle très fermé des puissances qui gouvernent le monde. Il en est ainsi car, l'accession à ce cercle obéit à des conditions que seuls les pays développés peuvent réunir. Les pays qui sont encore en train de lutter quotidiennement contre le sous-développement ne peuvent avoir les moyens colossaux qu'exige l'intégration du cercle des puissances contemporaines qui dirigent et gèrent le mouvement historique mondial. Aucun pays sous assistance plurielle ne peut s'asseoir à la table des États qui conduisent la destinée mondiale. Et, s'agissant d'assistance, il n'y a quasiment pas de domaine clé où les pays africains n'ont pas recours à une assistance extérieure. Lorsqu'on est perpétuellement sous assistance, il est impossible d'être un

acteur important de la gouvernance mondiale. Désunie, l'Afrique demeure un continent sous assistance qui ne peut que subir le dictat des décisions des géants du monde contemporain.

En Afrique désunie, le sous-développement étant la chose la mieux partagée, il va de soi que la voix du continent soit inaudible sur l'échiquier internationale. Pour avoir une voix audible et écoutée, il faut avoir les moyens d'assurer pleinement son indépendance et sa puissance multidimensionnelle. Après plus d'un demi-siècle d'indépendance, le réalisme nous amène à comprendre et à admettre que notre continent, la terre de nos ancêtres méritants, vit dans l'impossibilité de jouer un rôle prépondérant dans la gouvernance mondiale. Au moment où nous écrivons ces lignes, aucun pays africain n'est capable de relever totalement ses défis politiques, économiques, culturelles, sécuritaires, sanitaires, alimentaires, environnementaux etc. Lorsqu'on n'a pas le pouvoir de relever avec diligence les défis susmentionnés, on ne peut être invité à occuper une place de choix dans l'arène où les décisions qui engagent l'avenir et le devenir du monde se prennent. L'Afrique désunie, impuissante, permanemment en quête d'aides multidimensionnelles pour assurer sa survie ne peut compter dans la gouvernance mondiale. Que valent réellement les pays comme la Côte d'Ivoire, le Togo, le Tchad, le Cameroun, le Bénin, le Soudan, le Mali, le Gabon, le Burkina Faso dans le système mondial actuel. Ces pays, nous le constatons ont un pouvoir insignifiant. Dans le système mondial, notons-le clairement : « les États-nations africains actuels ne peuvent pas, individuellement, faire face et tenir devant les grandes puissances d'aujourd'hui et surtout de demain » (Obenga, 2012 : 51). Pris individuellement, nos États n'ont véritablement aucun poids. Même pour des décisions les concernant directement, leurs avis sont rarement pris en compte. Ils acceptent et subissent tranquillement les décisions prises par les géants du monde. La gouvernance mondiale est l'affaire des États politiquement virils. Et, Actuellement, nous avons le regret de constater que : « l'Afrique n'a pas encore atteint l'âge de la virilité politique » (Yao, 2014 : 97). Pour atteindre cet âge qui traduit la possession d'un pouvoir pluridimensionnel, le continent africain a encore énormément de chemin à parcourir. Le chemin est encore long parce que les pays africains continuent de s'enfermer dans les limites de l'État-nation. Au moment où les grandes puissances développent de nouvelles alliances et mécanismes en vue de renforcer leur pouvoir et leur influence sur le

monde, les États africains rêvent encore de se développer individuellement. Le choix de la marche solitaire est une erreur stratégique commise par les pays africains dès l'aube des indépendances. Ce choix a conduit à la mise en place et la pérennisation de l'Afrique sous assistance que nous avons aujourd'hui. En restant cloîtré derrière nos frontières, nous avons condamné l'Afrique à la minorité, à l'impuissance. C'est malheureux de le noter mais, aujourd'hui, nous remarquons très clairement que : « l'Afrique est le plus morcelé de tous les continents » (Ziegler, 1980 : 21). Et, ce morcellement n'est nullement bénéfique pour le continent. Il est la source fondamentale ou principale des malheurs de l'Afrique. En choisissant le morcellement, nous entretenons l'impuissance de nos pays et nous excluons l'Afrique de la gouvernance mondiale qui est du ressort des puissances contemporaines.

Au terme de ce point, notons que l'Afrique désunie, désintégrée, caractérisée par le sous-développement et ses corollaires est incapable de jouer un rôle prépondérant dans la gouvernance mondiale. Le continent africain est clairement réduit à jouer le rôle de figurant dans l'arène mondiale. Pour impacter la gouvernance mondiale, l'Afrique ne doit-elle pas faire le noble et judicieux choix de l'unité ? Pour devenir un acteur clé, incontournable, de la gouvernance mondiale, n'est-il pas opportun de transcender les multiples États-nations au profit d'un État transnational ?

## **II- L'intégration africaine : pilier du rayonnement mondial de l'Afrique**

Le continent africain aspire à une transmutation en profondeur de sa situation. Il ne veut plus être un élément superfétatoire de la gouvernance mondiale. Être un acteur clé de la gouvernance mondiale : telle est le noble et légitime objectif de l'Afrique. Pour atteindre ce but, la voie de l'unité, de la solidarité interafricaine, est la mieux indiquée. En effet, les différents États africains doivent nécessairement s'engager en faveur de l'intégration africaine. Cet engagement qui doit être sincère et honnête se traduira par le dépassement des multiples petits États africains au profit d'un seul État. Les États africains issus de la colonisation doivent comprendre que le nationalisme auquel ils s'arc-boutent ne peut conduire ni au plein épanouissement, ni au rayonnement mondial du continent. Le véritable destin de l'Afrique ne peut se construire qu'à



partir du fédéralisme. Dans ce sens, soulignons qu'il est opportun de : « faire basculer définitivement l'Afrique (...) sur la pente de son destin fédéral » (Diop, 1974 : 31).

Aujourd'hui, pour jouer un rôle clé dans la gouvernance mondiale, l'Afrique doit impérativement s'unir sur la base du fédéralisme. Notre génération doit comprendre que : « l'État africain digne de nom au XXI<sup>e</sup> siècle devrait être un État fédéral, sans doute à partir des États actuels » (K.i-Zerbo, 2013 : 106). Cette génération doit être celle de la rupture totale avec l'héritage colonial et ses multiples barrières. Elle doit être la génération qui œuvre avec acharnement à l'avènement d'une nouvelle Afrique, digne, respectée, mondialement influente. Cette Afrique ne peut voir le jour qu'à travers l'unité. C'est au prix de l'unité, de l'intégration vraie que l'Afrique deviendra un maillon essentiel de la gouvernance mondiale. C'est conscient de ce fait que le père de l'indépendance de l'actuel Ghana affirme : « une union d'États africains ne peut que renforcer notre influence internationale » (Nkrumah, 1994 : 224). En d'autres termes, la véritable intégration africaine est un pilier essentiel à l'avènement d'une Afrique influente sur l'échiquier international. En s'engageant sans réserve à l'aboutissement du combat de l'intégration africaine, les États africains poseront les bases essentielles à la transformation du statut de l'Afrique au niveau mondial. Il en est ainsi dans la mesure où les États africains parleront d'une seule voix. Et, cela ne peut qu'engendrer des mutations profondes dans la gouvernance mondiale où l'Afrique, grâce à la puissance acquise par le biais de l'intégration, pourra également prendre part au banquet des puissances mondiales qui dirigent les affaires du monde.

L'intégration africaine que nous promouvons avec conviction, « relèvera la dignité de l'Afrique et renforcera son action sur la politique mondiale » (Nkrumah, 1994 : 224). Évoquer la question de la dignité de l'Afrique, c'est mettre en exergue la nécessité de voir le continent africain dans des conditions qui imposeront le respect. En effet, comme nous l'avons souligné plus haut, l'Afrique souffre généralement d'un déni de reconnaissance et de représentativité à travers le monde. Cela est une preuve tangible que l'on n'accorde pas une grande valeur à l'Afrique et aux Africains. L'intégration africaine permettra à l'Afrique d'accéder non seulement au rang des nations dont la dignité ne souffre d'aucune contestation mais, grâce à elle, la politique mondiale ne pourra plus se faire sans l'avis, l'action et la contribution concrète de l'Afrique. Avec la

concrétisation du noble rêve de l'unité et du rassemblement de tous les micro-États africains en un tout indivisible et indissociable, c'est donc à une transmutation profonde de l'ordre mondial que nous assisterons. Ceux qui sont incontestablement les maîtres du monde actuel, se verront dans l'obligation d'élaborer de nouveaux paradigmes qui tiendront impérativement compte de la nouvelle puissance que sera l'Afrique unie et rassemblée.

Le projet d'intégration africaine que nous portons est fondamental car, il permettra au continent africain de sortir de l'insignifiance, de l'impuissance pour confortablement s'installer dans un état de puissance qui lui confèrera automatiquement le droit de jouer un rôle considérable dans la gouvernance mondiale à travers la gestion des importantes problématiques qui engagent l'avenir et le devenir du monde. Comme le note Edem Kodjo : « seuls s'imposeront à la direction du monde de nouvelles entités qui, par des mutations internes judicieusement opérées, se transformeront d'elles-mêmes en puissantes nations » (Kodjo, 1985 : 193). Il en est ainsi dans la mesure où : « c'est une des lois de l'évolution historique que seuls les États puissants, entourés du respect des autres nations, peuvent revendiquer et obtenir le droit de participer à la direction des affaires du monde » (Kodjo, 1985 : 192). C'est à croire que la direction des affaires du monde est si essentielle qu'elle ne peut être confiée à tous et encore moins aux nations dont les noms riment avec l'impuissance.

L'Afrique postcoloniale est totalement responsable de son destin. Si elle souhaite réellement devenir un élément prépondérant de la gouvernance mondiale contemporaine, elle doit obligatoirement se transformer en une puissance incontournable. Cela n'est possible que par l'intégration. Ce projet initié depuis plusieurs décennies doit voir tous les Africains s'impliquer et s'engager sincèrement dans sa réalisation concrète. Réussir la réalisation tangible de ce projet permettra à l'Afrique et aux Africains de devenir des acteurs clés du monde contemporain qui, sera désormais guidé par de nouvelles règles à l'élaboration desquelles l'Afrique et les Africains auront pris activement part. L'Afrique intégrée bouleversera l'ordre du monde et favorisera la mise en place de nouveaux paradigmes qui engageront l'avenir et le devenir du monde. Intégré, le continent africain ne pourra nullement être considéré comme un simple figurant sur la scène mondiale comme c'est malheureusement le cas actuellement.

L'intégration est un excellent outil capable de servir de fondement à la construction d'un continent puissant. En effet, par le biais de l'intégration, l'Afrique deviendra inéluctablement une puissance politique, économique, culturelle, militaire reconnue à travers le monde. Si l'Afrique patauge et n'est aucunement consultée lorsqu'il s'agit de réfléchir au règlement des grands problèmes mondiaux, cela n'est rien d'autre que le résultat de la désunion, de la désintégration qui crée et accentue l'impuissance multidimensionnelle du continent africain. Il est important de prendre conscience de l'urgence et surtout de comprendre que : « tant que l'Afrique ne se donnera pas les moyens de la puissance, elle restera l'exutoire des grandes nations, et les Africains, des instruments pour l'édification de la grandeur d'autres peuples » (Kodjo, 1985 : 199). L'Afrique doit impérativement devenir une puissance contemporaine. De ce fait, nous devons : « éduquer les nouvelles générations dans le sens d'une nouvelle destinée pour l'Afrique, avec un regard nouveau sur nous-mêmes, une nouvelle image de notre destinée et une nouvelle vision de notre avenir dans le monde » (Mana, 2021 : 80).

Les filles et les fils d'Afrique qui rêvent d'un changement en profondeur du continent, doivent véritablement porter le projet d'intégration africaine qui dotera le continent de tous les pouvoirs indispensables à son entrée triomphale dans la cours des grands. Notons que très tôt, dans les années soixante, au moment où de nombreux leaders africains étaient sourds au message d'unité africaine, « Kwamé Nkrumah, en visionnaire perspicace, dans son livre *Africa must unite*, affirmait à juste titre qu'une Afrique unie, membre de l'Organisation des Nations Unies, pèserait plus sur les affaires du monde qu'une cinquantaine d'États africains » (Kodjo, 1985 : 192). L'unité de l'Afrique rendra caduque les paradigmes actuels qui servent de références dans la gestion des affaires du monde, elle posera les bases essentielles de nouveaux paradigmes qui prendront en comptes les nouvelles puissances notamment l'Afrique. Relativement à l'Organisation des Nations Unies, nous pourrions assister à une réforme en profondeur de l'institution dans son ensemble et spécifiquement du droit de veto que possèdent les cinq puissances susmentionnées. L'intégration est le fer de lance du rayonnement mondiale de l'Afrique. D'un continent sans réelle autorité, caractérisé par la dépendance pluridimensionnelle à savoir : politique, économique, culturelle, militaire, scientifique, technique, alimentaire, ce continent, en s'intégrant, deviendra autonome et surtout puissant sur

tous les plans et, son autorité mondiale sera incontestable. Il n'existe pas de problèmes que l'Afrique unie ne saurait dompter. Ainsi, l'Afrique doit nécessairement avoir une véritable conscience de l'intégration. Elle doit rapidement devenir une terre de rassemblement, d'union, d'intégration vraie et sincère. La conscience de l'intégration est un état d'esprit qui permet de saisir les multiples enjeux de l'intégration africaine.

La transmutation de l'ordre mondiale subséquente à l'intégration du continent africain est soutenue par Gilbert Toppe. En effet, cet auteur ivoirien, adepte de la philosophie de l'intégration africaine, interpelle tous les Africains sur l'urgence, la nécessité et l'importance de l'union et du rassemblement du berceau de l'humanité. À ce propos, il affirme clairement : « l'Afrique a aujourd'hui un besoin vital de son unité et d'un vivre ensemble. En d'autres termes, l'Afrique a besoin des Afriques (Afrique du Nord, Afrique Australe, Afrique de l'Est, Afrique Centrale, Afrique de l'Ouest), dans leur diversité et leurs spécificités » (Toppe, 2010 : 21). Il poursuit son propos en notant : « ce besoin ou cette nécessité d'unité au sein du continent africain, a pour unique dessein de lui permettre d'avoir une voix effective et décisive en vue de lutter contre son déni de représentativité dans l'espace mondial » (Toppe, 2010 : 21-22). Dans ce sens, victime de nombreux dénis, l'Afrique ne doit nullement perdurer dans la désunion, la désintégration. Cette voie est dangereuse et suicidaire. Elle doit obligatoirement changer de direction. Sa nouvelle direction doit être celle de l'engagement réel, sincère et honnête de l'Africain en faveur du combat vital de l'intégration africaine qui, sans aucun doute, permettra au continent africain de devenir une puissance contemporaine. C'est ainsi qu'elle fera le poids face aux puissances comme l'Union Européenne, la Chine, la Russie, les États-Unis d'Amérique.

Totalement convaincu de la nécessité de l'intégration africaine et surtout du poids considérable qu'elle permettra à l'Afrique d'acquérir sur l'échiquier mondial, Kwame Nkrumah, dans un discours prononcé en 1965 devant l'Assemblée Nationale de son pays le Ghana disait : « Si les États-Unis étaient restés des États séparés, auraient-ils eu, collectivement, l'autorité dont jouit le gouvernement américain dans les instances internationales ? Si les Républiques qui ont constitué la Russie révolutionnaire ne s'étaient pas unies pour former l'U.R.S.S., la Russie serait-elle devenue la force qu'elle est aujourd'hui ? Une Afrique unie pourrait peser d'un grand poids dans les affaires mondiales que les États-

Unis d'Amérique et l'Union soviétique». (K. Nkrumah, 1965). Ce passage que nous trouvons particulièrement éloquent, traduit clairement l'importance de l'intégration. Il nous permet de comprendre une fois de plus que, l'intégration est le meilleur choix pour toutes les nations qui aspirent à la puissance et à la grandeur au niveau mondial. L'Afrique, souhaitant occuper une place de choix dans le cercle très restreint des puissances contemporaines, doit travailler sans relâche à l'aboutissement total de son unité. Sans intégration, son accès à la puissance qui, précisons-le, confère une notoriété mondiale aux nations demeurera un simple rêve, une utopie. Ainsi, pour devenir une puissance contemporaine dotée de pouvoirs multidimensionnels à l'image des États-Unis d'Amérique ou de la Russie, l'Afrique doit définitivement rompre avec la désunion. La désintégration ne peut que retarder voir annihiler la naissance ou l'avènement d'une Afrique radieuse, prospère, puissante et indispensable à la bonne gestion des affaires qui engagent l'avenir et le devenir du monde dans son ensemble. En clair, c'est par l'intégration que l'Afrique sortira de l'impuissance notoire qui la caractérise actuellement pour devenir une incontestable puissance mondiale.

Il est temps que l'intégration : « jusqu'ici (...) restée au niveau des discours politiquement et diplomatiquement corrects » (Soro, 2011 : 19), devienne une réalité tangible. Pour son rayonnement mondial, le continent africain doit se départir des considérations micro-nationalistes et de tous les discours et actions qui militent en faveur du maintien et de la pérennisation des nombreux États africains nés au lendemain des indépendances. Nous devons travailler avec acharnement à l'aboutissement du projet d'unité africaine car : « un continent ayant réussi son unité est de facto plus fort qu'un amoncellement hétéroclite de républiquettes allant en rangs épars et éventés sur les routes de la compétition internationale » (Guébo, 2015 : 68). Notre puissance ou notre place dans la compétition internationale dépendra de notre union. En plus de favoriser les progrès politiques, économiques, culturels, la création d'une fédération qui rassemble tous les pays africains et leurs richesses multidimensionnelles accordera à l'Afrique un statut important au plan mondial. Nous devons développer tous les mécanismes nécessaires à l'avènement de l'Afrique unie. Et, tous les Africains en général et les intellectuels en particulier, doivent pleinement assumer leurs responsabilités quant à la réalisation de ce projet crucial. Conscient

de la place actuelle de l'Afrique dans la gouvernance mondiale, « l'intellectuel africain (...) doit se constituer en pilote d'un navire en détresse » (Ki-Zerbo, 2008 : 47). Il doit indiquer la voie du salut à la masse en étant un excellent modèle d'engagement en faveur de l'unité africaine. Sa voix, sa plume et ses actions doivent inlassablement exhorter les pays africains à l'intégration. Ces pays doivent comprendre que : « la mondialisation (...) impose aux États-nations issus des indépendances de se mettre ensemble » (Soro, 2020 : 63), c'est-à-dire de s'intégrer. Cette intégration permettra non seulement d'atteindre les nombreux objectifs de développement mais, mieux, elle sera le gage d'une entrée remarquable de l'Afrique dans l'histoire. Pour ne pas définitivement être en marge de l'histoire, le changement de paradigme s'impose surtout que : « le monde est engagé dans une dynamique qui oblige chacun à aller à l'intégration. Personne ne peut penser seul son développement » (Soro, 2020 : 67). L'histoire contemporaine du monde n'est autre que celle de l'intégration. Actuellement, « l'intégration est un processus mondial conforme au sens et à la roue de l'histoire » (Soro, 2020 : 111). Toutes les régions du monde développent des voies et moyens susceptibles de contribuer concrètement et puissamment à leur intégration. De ce fait, les États africains en particulier doivent devenir des acteurs importants, incontournables de la belle histoire de l'intégration qui s'écrit tous les jours. Pour cela, nous devons procéder à l'annihilation des « Afriques » au profit de l'Afrique. Fondamentalement, c'est unie et rassemblée que l'Afrique doit se rendre au rendez-vous de la mondialisation parce que : « si chacun décide d'aller seul, il sera comme un lièvre à la portée du grand python qu'est la mondialisation » (Soro, 2020 : 64). Cela signifie qu'il est essentiel pour les nombreux petits États africains de résolument s'engager en faveur de l'intégration. Les différentes oppositions à l'intégration que nous notons au sein des États africains doivent disparaître. Il nous faut définitivement sortir des limites qu'imposent les États postcoloniaux pour nous ériger comme un excellent modèle d'intégration réussie. L'Afrique actuelle gagnerait à s'inspirer des modèles d'intégrations réussies que nous avons à travers le monde.

Aujourd'hui, nous avons le devoir de changer le destin de l'Afrique. Cela n'est possible que par la création des États-Unis d'Afrique. Réaliste, nous savons que la création des États-Unis d'Afrique se fera difficilement avec tous les pays africains dès le départ. Ainsi, « pour commencer, nous pourrions avoir une constitution à l'intention des États

qui accepteraient de constituer un noyau, en laissant la porte ouverte à tous ceux qui désireraient se fédérer » (Nkrumah, 1994 : 253). Cela signifie que, quelques États africains peuvent librement et unanimement procéder à la fondation des États-Unis d'Afrique et, les autres suivront progressivement jusqu'à ce qu'aucun pays du continent africain ne soit en dehors de cette fédération continentale qui brillera par sa stabilité, sa puissance, sa prospérité et sa vitalité. Souvenons-nous de la création des États-Unis d'Amérique. En effet, « dans la constitution adoptée en 1787 et appliquée à partir de 1789, les treize premiers membres des U.S.A., (...) formaient une république fédérale en rentrant volontairement dans l'union » (Nkrumah, 1994 : 237). Ces États membres fondateurs sont : le Delaware, la Pennsylvanie, le New Jersey, la Géorgie, le Connecticut, le Massachusetts, le Maryland, la Caroline du sud, le New Hampshire, la Virginie, New York, la Caroline du nord, le Rhode Island. De façon progressive, les autres États ont rejoint l'union. Aujourd'hui, État fédéral dont la puissance multidimensionnelle est mondialement reconnue, les États-Unis d'Amérique, gendarme du monde, rassemblent une cinquantaine d'États.

En Afrique, il faut nécessairement que des États rêvant d'une nouvelle Afrique, puissante, actrice de premier plan dans la gouvernance mondiale, s'engagent sur la voie de la véritable unité. Ils doivent, malgré les multiples obstacles, entamer concrètement la construction de : « cette communauté de destin » (Gnonsea, 2003 : 318) indispensable à la sauvegarde et au rayonnement mondial de l'Afrique. Après les multiples discours éloquentes sur la question de l'intégration africaine, nous devons assister à l'émergence et à la pérennisation d'actes tangibles, incontestables. Ensemble, nous devons à travers une union sacrée bâtir une Afrique développée, politiquement puissante, économiquement prospère et autonome, culturellement forte qui jouera un rôle capitale dans la gouvernance mondiale. L'intégration est la voie du salut et du rayonnement mondial de l'Afrique.

## **Conclusion**

En définitive, retenons que l'Afrique postcoloniale, composée de plus d'une cinquantaine d'États indépendants caractérisés par le sous-développement, joue un rôle insignifiant dans la gouvernance mondiale. Désunie, la voix de l'Afrique est totalement inaudible sur la scène

mondiale. Pour sortir de cette situation particulièrement déshonorante, les États africains doivent opter pour l'unité, l'intégration, qui doit concrètement se traduire par la création des États-Unis d'Afrique. Cet État fédéral, politiquement puissant, économiquement autonome et prospère, culturellement fort, deviendra un acteur clé de la gouvernance mondiale. Le rayonnement mondial de l'Afrique dépendra de la capacité des Africains à transcender le micronationalisme. L'union est nécessairement la voie royale qui permettra au continent africain de devenir un acteur important de la gouvernance mondiale. En un mot, l'Afrique doit s'unir pour impacter significativement le monde contemporain.

## Bibliographie

**DIOP Cheikh Anta** (1974), *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence Africaine.

**DOUE Gnonsea**, 2003, *Cheikh Anta Diop, Théophile Obenga : Combat pour la renaissance africaine*, Paris, L'Harmattan.

**EBANG Ella** (2015), « La gouvernance globale selon Habermas », *Cahier philosophique d'Afrique*, n° 0013, pp. 167-187.

**GUÉBO Josué** (2015), *Les Sommeils des indépendances*, Paris, L'Harmattan.

**KÄ Mana** (2021), *Face à la crise du pouvoir politique en Afrique*, Goma, Pole Institute.

**KI-ZERBO Joseph** (2008), *Regards sur la société africaine*, Dakar, Panafrika.

**KI-ZERBO Joseph** (2013), *À quand l'Afrique ?*, Lausanne, Éditions d'en bas.

**KODJO Edem** (1985), *...Et demain l'Afrique*, Paris, Stock.

**KWAME Nkrumah** (1994), *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence Africaine.

**OBENGA Théophile** (2012), *L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue*, Paris, L'Harmattan.

**SORO Musa David** (2011), *L'intégration, condition de la paix et du développement en Afrique*, Abidjan, Balafons.

**SORO Musa David** (2011), *Propos d'intégration*, Abidjan, Les Nouvelles Éditions Balafons.

**SORO Musa David** (2020), *Papa pourquoi l'intégration africaine ?*, Abidjan, Les Nouvelles Éditions Balafons.



**TOPPE, Gilbert** (2010), *L'Union africaine et le développement de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan.

**WADE Abdoulaye** (2005), *Un destin pour l'Afrique*, Neuilly-sur-Seine, Michel Lafon.

**YAO Christian** (2014), *L'Afrique entre mirage et outrage*, Canada, Différance Pérenne.

**ZIEGLER Jean** (1980), *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil.